

## Développement et dynamique de la filière 'légumes'

Marku S.

*in*

Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.).

*L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28

2001

pages 199-211

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020103>

To cite this article / Pour citer cet article

Marku S. **Développement et dynamique de la filière 'légumes'**. In : Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier : CIHEAM, 2001. p. 199-211 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Développement et dynamique de la filière "légumes"

Shkëlzen Marku

Agro-économiste (Programme spéciale de sécurité alimentaire, FAO-SPFS/ALB/008)

---

## Introduction

Après un demi-siècle de régime communiste, l'Albanie est entrée en 1991 dans une phase de transition rapide vers une économie de marché. L'effondrement du régime politique, accompagné par la lenteur des nouvelles réformes structurelles, a entraîné une anarchie quasi totale de 1991 à 1992. La transition a été particulièrement brutale dans le secteur agricole, principale activité de l'économie albanaise. Mais si dans un premier temps, les agriculteurs ont adopté une stratégie de repli se fixant comme principal objectif l'autosuffisance alimentaire, ils se tournent aujourd'hui de plus en plus vers le marché.

L'augmentation du pouvoir d'achat de la population (principalement citadine), l'urbanisation rapide et l'importance croissante des légumes dans le régime alimentaire des albans sont des facteurs qui placent cette culture au troisième rang des productions agricoles, après l'élevage et la culture céréalière. Suite à l'effondrement du régime, les structures étatiques de la filière légumes sont remplacées par des petites structures privées. Ainsi commence à renaître, avec beaucoup de difficultés, un nouveau système privé de distribution et de commercialisation.

Cependant, malgré les efforts considérables entrepris ces dernières années et les rapides changements, la filière reste sous-développée et inefficace. Elle est confrontée à de nombreuses contraintes à tous les niveaux, qui ne peuvent être résolues qu'à travers une intervention de l'Etat et une organisation des acteurs concernés.

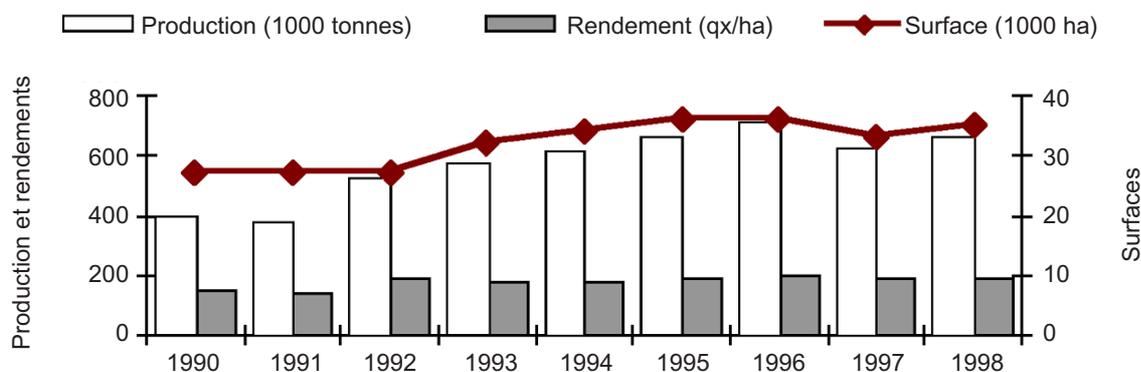
## I – Production de légumes de 1980 à nos jours

Pendant les dernières années du régime communiste, la surface agricole consacrée aux légumes au niveau national a légèrement augmenté, passant de 24 000 ha en 1980 à 27 000 ha en 1990. La surface sous serre occupait 1 100 ha dont environ 200 ha étaient des serres en verre et chauffées. En 1989, la production totale de légumes atteignait 392 000 tonnes dont 98 000 tonnes cultivées sous serres et 294 000 tonnes de plein champs. Après 1987 et jusqu'en 1990, malgré l'augmentation de la surface cultivée en légumes, on constate une baisse de la production légumière suite à une baisse des rendements. Cette période correspond à l'accélération de la crise du système communiste et aux difficultés d'approvisionnement des coopératives et fermes d'Etat en intrants. Avant 1990, les légumes occupaient environ de 4 à 5 % de la surface totale cultivée en culture de champs au niveau national, variant de 8 à 15 % dans les districts de la plaine littorale et de 1 à 3 % dans les districts montagneux.

Pendant les premières années de transition – au moment où les producteurs adoptent une stratégie de repli – les légumes occupent une place importante dans les systèmes de production et jouent un rôle prépondérant en matière de sécurité alimentaire. Cependant, la privatisation brutale des structures agricoles conduit, de 1990 à 1992, à une destruction massive des cultures sous serres passant de 1 100 ha en 1990 à seulement 320 ha en 1993. Après 1994, on constate une augmentation de la surface totale consacrée aux légumes et de la production totale.

Aujourd'hui, les légumes occupent environ 6 % de la surface agricole cultivée au niveau national. Elle est passée d'environ 34 000 ha en 1997 à 35 000 ha en 1998 dont environ 420 ha sous serres (dont 25 ha en verre et 395 ha en plastique). Les légumes sont cultivés par plus de 85 % des exploitations dans toutes les zones du pays (sur des surfaces variant de 100 à 1000 m<sup>2</sup>/exploitation) et contribuent à hauteur de 20 % au revenu monétaire des exploitations. La production nationale de légumes, en 1998, était d'environ 660 000 tonnes.

**Graphique 1. Evolution de la surface de production et des rendements moyens des légumes de 1990 à 1998**



Source : Département de statistiques, MAA, 1998.

## II – Principaux légumes cultivés et zones de production

Les principales cultures légumières en Albanie sont : la tomate, le concombre, la pastèque, le poivron, le chou, le haricot (sec et frais), l'aubergine, la carotte, le poireau, l'ail, l'oignon, etc. La culture de la tomate est la plus répandue avec environ 30 % de la surface totale cultivée en légumes, suivie du poivron avec 15 %, puis du concombre, de l'aubergine, du poireau, du chou, etc. avec environ 5 à 8 % pour chaque légume. Les légumes cultivés sous serres sont principalement la tomate, le concombre, plus rarement le poivron et l'aubergine.

Les rendements moyens des légumes de plein champ sont d'environ 185 quintaux par hectare. Les rendements sont faibles même pour des cultures à haute productivité comme la tomate, le concombre, la pastèque, etc. Ils sont aussi particulièrement faibles pour le chou (20,7 qx/ha), le chou-fleur (13,6 qx/ha), etc. La culture sous serres connaît le même problème ; ainsi le rendement de la tomate variait, en 1998, entre 600 et 700 qx/ha et celui du concombre entre 700 à 800 qx/ha. Cette faible productivité est principalement due à l'utilisation de vieilles technologies de production, à un manque d'accès aux intrants, aux financements, aux bonnes semences et à l'information.

Les légumes sont cultivés dans tout le pays avec une répartition des variétés par zones. Ainsi, les principales zones de production légumière sont situées dans la plaine littorale et au centre du pays (Lushnje, Fier, Durres, Kavaje, Tirana, Elbasan, Berat, Korça, Shkoder, Lezhe, etc.). Ces zones ont des conditions agro-climatiques plus favorables et offrent des possibilités d'écoulement de production plus grandes : la consommation de légumes frais est plus élevée dans les grands centres urbains, l'infrastructure est mieux adaptée, l'accès aux intrants est plus facile ; pour cette raison, les entreprises de transformation se sont majoritairement installées dans cette région. Dans la plaine littorale du sud (Fier, Lushnje, etc.), les cultures maraîchères de plein champ dominent. Dans les zones centrales (Tirana, Durres, Elbasan, etc.), les cultures sous serres sont plus répandues. La plaine de Korça est connue pour sa production de variétés tardives de légumes. Dans les autres zones, plus montagneuses et très enclavées, où les conditions agro-climatiques sont moins favorables à ces cultures, la production légumière est principalement destinée à la consommation locale. Finalement, la culture de légumes sur tout le territoire, même dans les régions où les conditions agro-climatiques ne sont pas totalement adaptées, s'explique par l'importance de l'autoconsommation dans la plupart des exploitations paysannes albanaises.

### III – Un secteur de transformation peu développé

Jusqu'en 1990, les industries de transformation de légumes étaient situées dans la plupart des districts du pays, leur capacité dépendant de la population et de la quantité et la qualité de la matière première. Les principaux produits transformés étaient la sauce tomate, les légumes en conserve ou secs, etc. Les industries de production de sauce tomate étaient installées dans les zones de plaine où la production de tomate était importante et les possibilités d'approvisionnement grandes. Ainsi, l'usine de Vlora avait une capacité de transformation de 1500 à 1700 qx/24 heures, celle de Shkodra une capacité de 2000 qx/24 heures, celles de Fier et Elbasan, etc. une capacité de 2000 à 2200 qx/24 heures. Les autres zones étaient plutôt spécialisées dans la conserve et le séchage de légumes. Les technologies de transformation et d'emballage de ces entreprises, venues des pays l'Est avant 1970, étaient vieilles et le degré de mécanisation faible ; ces opérations étaient donc principalement réalisées manuellement.

Le processus de privatisation de ce secteur de l'industrie agroalimentaire est aujourd'hui terminé. Un certain nombre d'usines n'ont pas réouvert ; celles qui sont en activité fonctionnent en-dessous de leur capacité à cause des difficultés de restructuration, du manque d'accès aux financements, aux nouvelles techniques et des difficultés d'approvisionnement en matières premières, etc. La coopération avec des entreprises étrangères, la création de joint-venture, etc. sont rares, et l'aide de l'Etat pour la remise en marche du secteur de l'industrie agroalimentaire est encore insuffisante.

Les industries de transformation en bon état se trouvent aujourd'hui à Elbasan, Fier, Shkodra, Kavaja et Mallakaster (REDI et EN&ZU à Kavaja, AGRUM à Fier, ALB-FOOD à Elbasan, etc.). Celles de Lushnje, Ballsh et Permet viennent de réouvrir. Les industries de transformation de tomates occupent la première place avec une capacité de production (au niveau national) d'environ 1 400 tonnes/an.

Ces industries transforment à la fois des fruits et des légumes tout en ayant la capacité de faire des traitements différenciés par produit. Le matériel est souvent obsolète, datant de plus de 25 ans. Leur capacité de transformation est de 10 à 15 tonnes par jour alors qu'elle est de 30 à 35 tonnes à l'étranger. Les marinades de concombre et de poivron ainsi que les conserves de légumes sont produites depuis une vingtaine d'années en Albanie ; la capacité de ces industries est plus faible : de 6 à 10 tonnes par jour. La capacité d'emballage varie de 4 à 5 tonnes par heure pour les boîtes de conserve et de 3 à 5 tonnes par jour pour les bocaux en verre. Les sauces tomate sont présentées dans des boîtes de conserve de 400 grammes, 1 kg et 5 kg ou dans des bocaux de 420, 650 et 720 grammes.

### IV – Une consommation croissante

La consommation albanaise est de type méditerranéen basée principalement sur les produits frais : les légumes occupent une place très importante dans le régime alimentaire quotidien ; on les retrouve dans les plats ou en crudités. Même si la consommation de légumes par habitant et par an est encore en-dessous de celle des autres pays méditerranéens, elle a fortement augmenté au cours des sept dernières années, passant d'environ 87 kg/hab/an en 1990 à presque 120 et 121 kg/hab/an respectivement en 1996 et 1998.

Tableau 1. La consommation de légumes en Albanie comparée à celle d'autres pays (en kg/hab/an)

	Monde	Europe	Albanie	France	Italie	Bulgarie	Roumanie
1984	65,68	109,66	<b>88,13</b>	107,07	163,09	116,36	181,25
1986	68,32	107,21	<b>83,29</b>	108,93	162,13	106,27	138,88
1988	69,54	112,04	<b>61,80</b>	120,20	166,29	114,86	141,30
1990	70,59	112,08	<b>86,76</b>	117,19	162,61	116,69	111,44
1992	71,12	101,37	<b>85,98</b>	115,34	177,67	99,89	101,67
1994	77,13	99,28	<b>119,75</b>	120,86	165,00	100,42	110,40
1996	82,55	103,55	<b>119,94</b>	123,54	168,38	98,60	112,46

Source : Statistiques de la FAO, 1998.

Les dépenses en légumes représentent environ 15 à 20 % du budget alimentaire des ménages. La tomate est le premier légume consommé (environ 49 kg/hab/an, en 1996) suivie par le concombre, la pastèque et le poivron. Dans certains cas, ces quatre produits dépassent 50 % des légumes consommés.

**Tableau 2 . La consommation directe par habitant et par an selon les produits**

	Unités	1988	1989	1990	1993	1996
Viande (totale)	Kg	12,0	13,1	13,0	28,2	27,3
Lait	Litres	121	123,8	123,0	125,0	124,0
Œufs	Pieces	84,4	93,1	93,0	144,0	154,5
Huile végétale	Litres	12,1	12,9	13,0	16,2	16,9
Sucre	Kg	17,1	17,4	17,0	12,0	16,6
Céréales	Kg	226,7	228,7	228,0	204,0	179,9
Fruits	Kg	16,5	21,0	21,0	35,0	41,0
Pomme de terre	Kg	11,0	16,2	15,0	19,89	25,0
<b>Légumes</b>	<b>Kg</b>	<b>61,8</b>	<b>72,0</b>	<b>86,7</b>	<b>119,7</b>	<b>119,9</b>
Haricots secs	Kg	4,6	6,0	6,0	7,0	9,68

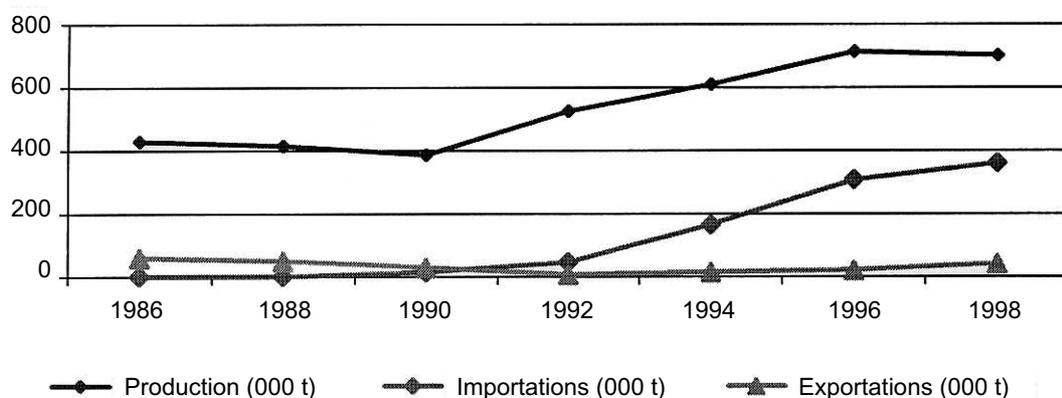
Source : Statistiques de l'INSTAT, 1997.

La substitution des produits frais par des produits transformés dans l'alimentation quotidienne est encore rare. Le choix se fait en fonction du légume et de son utilisation culinaire : les légumes-feuilles sont sélectionnés en fonction de leur fraîcheur ; la tomate en fonction de sa maturité et de sa couleur. Pour ce qui est du critère de fraîcheur, l'acheteur recherchera les légumes d'origine "nationale". En ce qui concerne les légumes transformés, le consommateur effectuera son choix en fonction du prix, de l'emballage et du goût.

## V – Echanges extérieurs dominés par l'importation

De 1975 à 1990, l'Albanie exportait des légumes frais et transformés. En 1988, plus d'un tiers de la production sous serres, soit approximativement 50 000 tonnes d'une valeur d'environ 150 000 US\$, était destiné à l'exportation. La tomate était en tête des exportations avec environ 30 000 tonnes suivie du concombre et de la pastèque, avec respectivement 3 500 et 4 000 tonnes.

**Graphique 2 . L'évolution des importations et des exportations de légumes de 1986 à 1999 (000 tonnes)**



Source : Statistiques de la FAO, 1999.

Les changements entraînés par la crise du régime communiste (réduction de la production agricole totale, d'une part, et augmentation de la demande alimentaire d'autre part) se sont traduits, vers la fin des années 80, par une forte augmentation des importations et une réduction des exportations. Ainsi, les exportations sont passées d'une valeur d'environ 150 000 US\$ en 1988 à environ 98 000 US\$ en 1990, et les importations de 74 000 US\$ en 1988 à presque 100 000 US\$ en 1992. La destruction des structures commerciales étatiques, l'augmentation de la demande nationale en produits alimentaires et l'émergence de nouvelles structures commerciales privées ont conduit, après 1992, à une augmentation rapide des importations passant à presque 400 000 US\$ en 1998, alors que les exportations n'ont que faiblement repris après 1996.

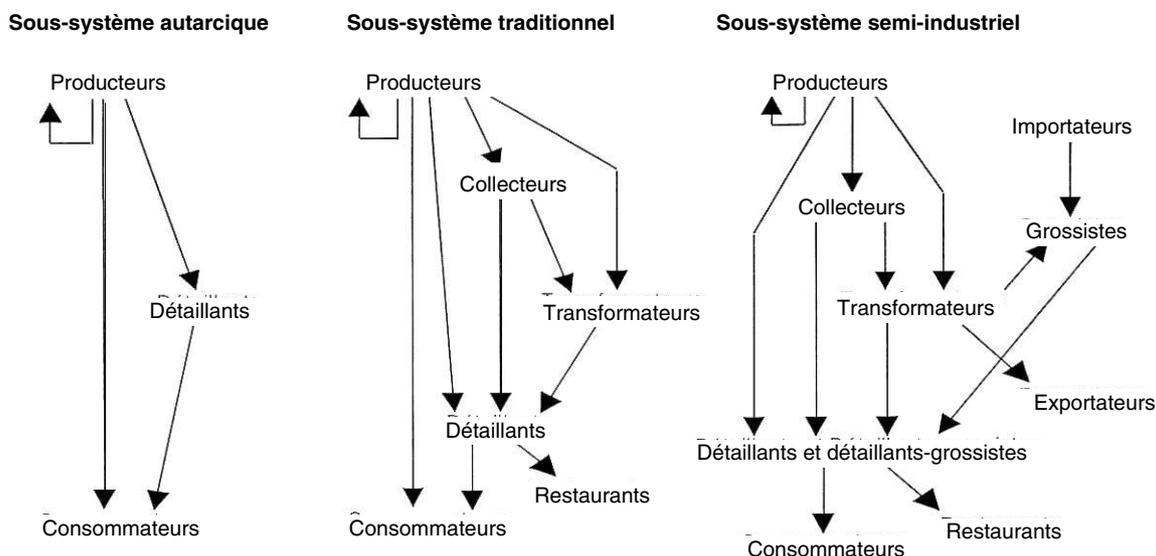
La production couvre aujourd'hui plus de 65 % de la consommation nationale de légumes frais sauf de fin novembre jusqu'à début mai où les légumes hors-saison doivent être importés.

## VI – Distribution et commercialisation dominées par les circuits courts

Avant 1991, la distribution et la commercialisation des produits agro-alimentaires étaient effectuées par des organismes étatiques. Après l'effondrement du régime et l'abandon par l'Etat du contrôle des prix et de la régulation du marché des fruits et légumes, de nouveaux circuits de distribution et de commercialisation émergent difficilement.

Ces circuits diffèrent en fonction du lieu de production et de consommation. Les légumes produits dans les zones périurbaines suivent majoritairement les circuits courts (producteur - détaillant - consommateur, ou directement producteur - consommateur) alors que ceux produits sous serres et/ou dans les villages situés dans les zones plus éloignées des centres urbains suivent généralement des circuits plus longs (producteur - collecteur - détaillant - consommateur, ou producteur - collecteur - transformateur - détaillant - consommateur).

Schéma 1. Les circuits de distribution et de commercialisation des légumes en Albanie



Source : Sh. Marku, 1999.

Ainsi, les légumes albanais passent principalement par les circuits "autarcique" et "traditionnel". Seuls quelques produits nationaux et des produits importés passent par des grossistes et suivent le circuit semi-industriel.

## VII – Principales fonctions dans la filière

Un des signes de sous-développement est l'absence de spécialisation dans les différentes activités. Les acteurs remplissent simultanément plusieurs fonctions souvent très différentes. Ainsi, des producteurs sont aussi détaillants, des collecteurs sont aussi grossistes, des grossistes en ville sont détaillants, etc.

La fonction de **producteur** de légumes pour le marché est remplie par de très petits exploitants paysans qui produisent des légumes de plein champs ou sous serres (en verre et tunnels en plastiques) et quelques rares entreprises de production-transformation. La surface agricole moyenne par exploitation est d'environ 14 *dunum* (1,4 ha). La surface consacrée aux légumes de plein champs varie de 1 à 5 *dunum* alors que sous serre, elle varie de 0,5 à 3 *dunum* par exploitation.

Dans les zones périurbaines, **la collecte** est assurée principalement par des producteurs qui vendent directement leurs produits sur le marché, et rarement par des commerçants. Dans les zones plus éloignées, cette fonction est assurée par des commerçants des villages qui jouent le rôle important d'intermédiaire entre les producteurs et les grossistes et/ou les détaillants des villes, et les commerçants-collecteurs des villes (des commerçants aisés qui jouent aussi le rôle de collecteur). Cependant, ce maillon, si important pour le développement de la filière, est peu répandu et le regroupement de producteurs pour la commercialisation de leurs produits reste encore très faible.

**La vente au détail** est assurée, dans la plupart des cas, par de petits commerçants, en majorité non-spécialisés, ou directement par les producteurs périurbains (ou les membres de leur famille) vendant sur les marchés ou à côté des principaux axes routiers. La possibilité de vente directe par les producteurs, grâce à la proximité des centres urbains, est un élément particulièrement important de la flexibilité des modes de commercialisation des légumes en Albanie. Toutes les villes ont un marché de vente au détail pour les fruits et légumes au moins une fois par semaine. Certains de ces marchés font aussi de la vente en gros, tôt le matin.

**Les grossistes** sont rares et présents seulement dans les principales villes du pays (Tirana, Shkoder, Korça et Durres). Ils s'intéressent principalement aux légumes hors-saison d'importation et achètent une partie des légumes transformés de la région. Par ailleurs, certains grossistes font aussi de la vente au détail et vice-versa.

**Stockage** : Les transformateurs et les commerçants stockent leurs légumes en petites quantités et sur des périodes très courtes, à cause du manque d'espace de stockage et de la difficulté de conservation du produit frais.

La **transformation** et la **conservation** sont assurées par des industries de transformation de fruits et légumes (telles que EN&ZY et REDI à Kavaja, AGRUM à Fier, ALB-FOOD à Elbasan, etc.), par les industries de production-transformation (AGRIFOODS pour la tomate sèche), ainsi que par les petits producteurs locaux (pour les cornichons et autres petites transformations). Ces produits sont principalement destinés à l'autoconsommation bien que certains paysans commencent aujourd'hui à les vendre sur les marchés.

La fonction d'**appui technique** est remplie par des spécialistes de vulgarisation employés par les communes et les Directions de l'agriculture des districts, par des techniciens privés et par des commerçants d'intrants. Cependant, cette fonction se résume souvent à celle de conseiller en produits.

**Tableau 3. Distribution des fonctions selon les acteurs dans la filière légumes en Albanie**

Les acteurs	Approvisionnement en intrants	Production	Collecte	Vente en gros	Vente au détail	Transformation et conservation et crédit	Appui technique
1) Producteurs de villages périurbains	*	***	*	*	**		
2) Producteurs capitalisés		***		*			
3) Producteurs de zones éloignées	*	***	*	*	*		
4) Producteurs-transformateurs	*	***	*			***	*
5) Commerçants de semences	***						*
6) Collecteurs			**	**			
7) Détaillants-grossistes			*	*	***		
8) Détaillants			*		***		
9) Transformateurs	*		**			***	*

Source : Sh. Marku, 1999.

**L'approvisionnement** en intrants se fait de différentes manières : par les producteurs eux-mêmes (reproduction de semences, etc.), par les commerçants d'engrais et de pesticides (les commerçants de l'AFADA et autres commerçants indépendants), par les commerçants sur les marchés – qui revendent des semences produites par d'autres maraîchers – et finalement par des entreprises de transformation, mais ce dernier cas est rare.

## VIII – Cadre institutionnel de la filière légumes

L'étude de cette filière permet de tirer un premier constat : l'absence d'institutions publiques ou privées intervenant dans l'organisation générale et la régulation de la filière légumes.

### 1. La faiblesse de l'Etat, un déterminant de la structuration du marché des légumes

Le faible rôle de l'Etat et de ses institutions dans la vie économique de la filière semble être le reflet et la conséquence des nombreuses crises traversées par le pays, des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des réformes ainsi que d'une volonté politique de ne pas intervenir dans le libre jeu du marché.

L'Etat a attribué au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et à ses antennes le rôle d'appui, de conseil, de supervision et de régulation du secteur agricole et agroalimentaire. Cependant, jusqu'à présent, son rôle a consisté principalement à mettre en place un cadre légal le mieux adapté au développement du marché. Bien qu'un important travail ait été effectué dans ce domaine, les mesures prises pour l'application et le respect de ces règles sont encore insuffisantes.

Ainsi, l'industrie semencière publique, qui a pour fonction de contrôler la qualité des semences et de les certifier, ne fonctionne plus depuis plusieurs années. De ce fait, les semences nationales certifiées sont rares ; de grandes quantités non certifiées sont importées, légalement et illégalement.

La situation est identique pour les engrais et les pesticides. La production nationale est très faible et leur importation obligatoire, mais le système de contrôle de la qualité n'est pas opérationnel. La situation de quasi-monopole de l'AFADA et les difficultés bureaucratiques rencontrées par les nouveaux importateurs pour obtenir la permission d'importer limitent le jeu de la concurrence nécessaire à l'amélioration de la qualité.

Les services publics de vulgarisation existent dans chaque commune, mais leur rôle d'encadrement et d'assistance technique auprès des agriculteurs reste très limité. L'héritage collectiviste a marqué les comportements : manque d'intérêt des techniciens pour les problèmes de production privée, absence de consultation par les agriculteurs.

Des structures de micro-crédits s'implantent dans tout le pays. Le Fonds albanais de développement qui a mis en place un système de crédit rural intervient dans plusieurs zones du pays. Le programme Phare, la GTZ, etc., ont aussi attribué des micro-crédits aux nouveaux entrepreneurs agricoles et agroalimentaires. Malgré cette évolution, les structures de crédit sont encore insuffisantes et doivent être développées.

Le désengagement de l'Etat est un facteur déterminant dans la structuration du marché. Ce laissez-faire a, d'une part, facilité les pratiques frauduleuses, et laissé libre cours au comportement opportuniste dans tous les secteurs et, d'autre part, a laissé ces problèmes irrésolus. Les acteurs de la filière légumes (ainsi que ceux des autres filières) profitent de cette absence de réglementation publique pour accroître leurs revenus privés. Toutefois, cet environnement déréglementé ne satisfait pas tout le monde.

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) reste ainsi la seule structure d'encadrement institutionnelle et le seul moyen d'intervention sur l'agriculture albanaise, étant donné que les organisations professionnelles et interprofessionnelles sont encore quasiment inexistantes et l'esprit associatif très peu développé.

## 2. Un faible mouvement coopératif

La réforme foncière a fait naître des exploitations de taille extrêmement réduite (en moyenne de 1,4 ha par exploitation, variant de 0,5 à 2,5 ha) et très morcelées : 5 à 7 parcelles souvent dispersées, rendant le travail de la terre difficile. La destruction des structures d'approvisionnement en intrants et de commercialisation de la production ont créé des difficultés supplémentaires.

Les paysans se voient donc obligés de trouver des solutions alternatives comme les associations paysannes pour la production, la commercialisation, etc. dans lesquelles ils devraient s'investir. Cependant, les mouvements associatifs sont encore marginaux au niveau national. Les quelques expériences enregistrées montrent que les paysans se constituent en association pour utiliser l'eau et le matériel agricole en commun et pour acheter des intrants. Par contre, les associations pour la commercialisation des produits agricoles sont rares.

Bien que la majorité des paysans s'accordent pour dire que l'association leur permettrait d'atteindre plus facilement leurs objectifs, cet argument ne suffit pas à les convaincre ; les raisons sont en effet plus profondes – psychologique, sociologique et historique – et interviennent dans le processus de décision :

- Les paysans gardent, en général, un goût amer de la coopérative de type socialiste tout en conservant une certaine nostalgie de ce passé ;
- La mise en place d'une association dans une économie de marché demande d'autres types de compétences que celles requises pour une coopérative socialiste, et un certain investissement humain ; l'esprit de solidarité, les capacités professionnelles comme la culture générale, etc. sont des traits actuellement peu répandus dans le monde paysan<sup>1</sup>.
- De plus, l'environnement économique actuel est peu favorable aux associations de production-commercialisation : faiblesse des structures de production, manque de capital initial pour les mettre en place, difficultés d'accès au crédit, difficultés d'irrigation, absence d'institutions d'intégration en amont et en aval, etc. Le rôle de l'Etat s'est jusqu'à présent limité à la stricte mise en place d'un cadre légal approprié aux différentes formes d'activités économiques, y compris les associations, dans le domaine agricole.

### 3. Instituts de recherches sur les légumes

La recherche scientifique en matière agricole est aujourd'hui assurée par l'Université agricole de Tirana, l'Université polytechnique de Korça et les instituts de recherches spécialisés. En ce qui concerne les légumes, l'Institut des légumes et de la pomme de terre, créé en 1973, était et est encore aujourd'hui le principal organisme de recherche-développement et de production de semences légumières en Albanie. L'Institut est constitué d'une équipe de 7 chercheurs et de 24 employés qualifiés et possède 150 hectares de terre pour ses activités agricoles qui sont :

- collection, stockage et multiplication du matériel génétique ;
- création, test et introduction de nouvelles variétés ;
- production et multiplication de semences ;
- adaptation et développement de nouvelles techniques de production ;
- services de conseil et d'information, etc.

La question du financement reste un problème majeur pour la recherche en général. Actuellement, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation reste le principal bailleur de fonds de ces instituts. Les autres financements proviennent du Comité des Sciences et de la Technique, des programmes nationaux pour la recherche-développement, des rares projets de coopération avec des partenaires étrangers ayant des activités dans ce domaine, ainsi que des quelques fonds propres des instituts de recherche.

## IX – Fixation de prix en sein de la filière

L'état n'intervient pas dans la filière légumes, le marché est le seul régulateur. Les prix des légumes sont déterminés par le prix au détail fixé en fonction de l'état de l'offre et de la demande du marché. L'analyse de la variation des prix au cours de l'année permet d'avoir une idée assez juste de l'évolution de la production légumière. Ainsi, la période d'octobre à mars est une période de relative pénurie pour la majorité des légumes. Par ailleurs, en raison des difficultés de stockage et de conservation, les légumes albanais sont peu disponibles sur le marché, en particulier les légumes périssables comme les tomates, etc.

Le niveau du prix correspond soit à l'ensemble des éléments constitutifs de ce prix (pour chaque agent intervenant dans la filière), soit à la répartition du prix final entre les différents agents. Par exemple, pour la tomate fraîche de Kavaja, le producteur perçoit de 40 à 70 % du prix total, le collecteur de 5 à 7 %, le détaillant-grossiste de 20 à 25 % et le simple détaillant de 10 à 20 %.

A tous les niveaux de la filière, le prix est fixé en fonction de l'origine du produit et du nombre d'intermédiaires. En ce qui concerne les producteurs, les coûts de production représentent environ 45 à 70 % du prix de vente. Les intrants représentent les principales dépenses, soit environ 60 à 80 % du total. Le bénéfice réalisé varie de 30 à 55 % du prix de vente en fonction du nombre d'intermédiaires.

Pour les intermédiaires, le montant des dépenses est plus faible. Le prix d'achat chez les collecteurs représente environ 90 % du prix de vente alors que les charges et les bénéfices sont presque égaux (5 %). Pour les détaillants-grossistes, le prix d'achat représente environ 65 à 75 % du prix de vente (en fonction de la vente du produit directement aux consommateurs ou à d'autres petits détaillants). Les charges des détaillants-grossistes varient de 10 à 15 % et les bénéfices de 15 à 20 % du prix de vente.

Pour les détaillants simples, le prix d'achat du produit représente environ 80 à 85 % du prix final. Les charges et les bénéfices sont plus faibles que pour les détaillants-grossistes variant respectivement de 5 à 10 % et de 10 à 15 % du prix final.

Pour les transformateurs, les bénéfices sont les plus élevés : 18 à 30 % du produit final. Les dépenses pour l'achat de la matière première ne représentent que 15 à 20 % du total des dépenses, alors que la main d'œuvre et les autres consommations intermédiaires représentent respectivement de 25 à 35 % et de 50 à 60 % des dépenses.

Par ailleurs, on constate que l'idée selon laquelle les commerçants font des bénéfices supérieurs à ceux des producteurs est fautive. En effet les revenus des paysans sont proportionnellement plus faibles à ceux des commerçants : l'économie familiale absorbe l'essentiel du revenu paysan.

Le pouvoir de négociation des producteurs dépend fortement de la possibilité qu'ils ont d'aller sur les marchés urbains. Ils peuvent, d'une part, se renseigner sur les prix et, d'autre part, vendre directement aux consommateurs ou aux détaillants si les conditions d'achat fixées par le commerçant-grossiste ne sont pas satisfaisantes. Le pouvoir de négociation du paysan dépend donc de l'accès aux moyens de transport et des infrastructures existantes entre zones de production et marchés.

## **X – Formes d'arrangements contractuels entre les agents**

De 1995 à 1996, certaines industries de transformation (ex. "EN&ZY" et "REDI") ont tenté d'instaurer des contrats de type *"interlinked factor and market contract"* mais ont échoué. Les prix à la production, fixés (en leks) sur la base du marché de l'année précédente, ne correspondaient pas au prix du marché au moment de la vente (à cause de l'inflation, etc.). Ainsi, les producteurs préféraient vendre leurs légumes frais directement sur les marchés à des prix beaucoup plus intéressants que ceux proposés par les transformateurs, ces derniers récupérant donc les produits de faible qualité.

Aujourd'hui, la plupart des transformateurs basent leur stratégie d'approvisionnement soit sur des accords oraux passés avec certains producteurs soit sur l'achat sur les marchés. Dans le premier cas, un employé de l'industrie de transformation passe dans les villages et détermine avec des producteurs la quantité et la date de collecte des légumes ; le prix est fixé plus tard, au moment de la transaction. Ce type de contrat oral n'est pas toujours respecté ; il peut être rompu à tout moment par l'un ou l'autre des contractants. Cependant, on constate que les transformateurs développent des relations de plus en plus intenses avec certains producteurs de légumes sous serres. Il s'agit ici d'une coordination de type *"spot market"* et *"market reciprocity agreement"* : le marché joue un grand rôle dans la gestion des rapports entre les deux agents.

Un autre type de contractualisation possible est le *"interlinked factor and market contract"* adopté par quelques transformateurs (ex. les transformateurs de tomate sèche) pour leur approvisionnement en matière première : l'industrie de transformation approvisionne les producteurs en semences (d'une qualité spécifique pour obtenir un produit adapté à la transformation) et remplit la fonction de vulgarisation et d'assistance technique auprès des producteurs avec lesquels elle travaille. Ce contrat est écrit et signé par les deux parties ; la présence d'un notaire ou d'une tierce personne n'est pas requise. Ce type de contractualisation est encore très rare et peu connu des agents de la filière.

Les relations producteurs – commerçants et transformateurs – commerçants relèvent soit du *"spot market"* soit du *"market reciprocity agreement"* : ils se rencontrent au marché ou à la ferme, généralement sans accord préalable. Dans certains cas, le paysan passe au marché quelques jours avant la récolte à la recherche d'acheteurs pour ses produits. Il passe alors un accord (contrat) oral avec le preneur sur la quantité et parfois la qualité du produit ; le prix est très rarement discuté à ce moment là, il est fixé le jour de la transaction en fonction des taux du marché.

On constate donc que tous les agents de cette filière sont proches du marché et que la hiérarchisation y est faible. Les contrats entre agents se font en grande partie oralement.

## XI – Principales contraintes et atouts de la filière

Les acteurs de la filière sont confrontés à une série de contraintes dont les principales sont :

### **Au niveau de la production :**

- La mauvaise qualité des intrants et leur prix très élevé. La mauvaise qualité des semences et des pesticides est mentionnée comme la principale contrainte par la majorité des producteurs.
- Le mauvais état des systèmes d'irrigation et les difficultés d'accès au marché posent d'importants problèmes pour un grand nombre de producteurs de légumes.
- Malgré les efforts, les techniques de production sont vetustes et les besoins de modernisation sont grands. Bien que les producteurs aient une expérience antérieure et des connaissances agricoles, les besoins de formation et d'information sont grands pour la majorité d'entre eux.
- L'absence de moyens de financement et d'accès aux crédits est une autre contrainte majeure que les acteurs de la filière ressentent, que ce soit au niveau de la production, de la transformation ou de la distribution/commercialisation.

### **Au niveau de la transformation :**

- Les technologies de transformation sont très anciennes. Le matériel de ces usines, construites il y a 25 ans, est usé ; d'importants financements seraient nécessaires pour leur rénovation.
- Les industries de transformation de légumes manquent d'effectifs ; elles travaillent à moins de 60 % de leur capacité de production.
- Les variétés de légumes cultivées aujourd'hui en Albanie ne sont pas totalement adaptées à la transformation, ce qui entraîne de faibles rendements et des produits transformés de basse qualité.

### **Au niveau de la distribution/commercialisation :**

- L'offre de matière première est très atomisée à cause du nombre important de producteurs qui ne vendent qu'en petites quantités et du manque d'organisation des producteurs.
- A cause de la faible présence d'institutions financières, les règlements se font au moment de la transaction et presque toujours en espèce entraînant des problèmes de liquidité.
- Les grossistes interviennent très peu dans la distribution et la commercialisation de produits frais. Ils ne s'occupent que de la distribution d'une partie des produits transformés et importés.
- Le mauvais état de l'infrastructure routière augmente les coûts de transaction et décourage les collecteurs et commerçants d'aller dans les zones enclavées.
- Tous les acteurs de la filière manquent d'espace de stockage, en particulier pour les légumes périssables.
- Les produits frais et transformés ne sont pas aux normes internationales exigées sur les marchés extérieurs. De plus, la qualité des produits est compromise par des emballages et des étiquetages de mauvaise qualité.
- Malgré les avantages dont bénéficie le pays pour la culture de légumes (conditions agro-climatiques adaptées, position géographique, etc.), jusqu'à présent, l'absence d'accords avec les pays européens a limité les initiatives et les possibilités d'exportation des produits de cette filière.

### **Au niveau institutionnel :**

- Dû à la volonté politique de ne pas intervenir dans le libre jeu du marché, le désengagement de l'Etat a, d'une part, facilité les pratiques frauduleuses et les comportements opportunistes et a, d'autre part, créé un vide institutionnel nuisant gravement au bon fonctionnement de cette économie de marché.
- L'absence de contrat entre producteurs et transformateurs réduit les capacités prévisionnelles et laisse libre cours à l'économie de marché pour fixer les prix et pour la coordination entre agents.

- ❑ Les formes simples d'arrangements contractuels sont les plus répandues et ont pour principal objectif de minimiser les risques pouvant provenir de la désorganisation du marché. Elles sont cependant très insuffisantes et n'ont pas l'effet de levier nécessaire au développement de la filière.

#### **Les atouts de la filière :**

- ❑ La zone littorale du pays dispose de conditions agro-climatiques adaptées à la production agricole en général et plus particulièrement à la production de légumes.
- ❑ La majorité des producteurs de légumes ont déjà de l'expérience dans le domaine.
- ❑ Le niveau de scolarisation est très élevé pour ne pas dire le plus élevé dans la profession.
- ❑ Une main d'œuvre familiale importante et le besoin de la valoriser.
- ❑ Les produits sont destinés à la consommation nationale et se vendent généralement bien. Un nombre croissant de consommateurs (surtout urbains) préfèrent consommer les produits nationaux aux produits importés.

## **Conclusions et propositions**

Les légumes ont toujours été un élément important de l'alimentation albanaise que ce soit à l'époque communiste ou encore aujourd'hui. Avant 1990, comme tous les autres secteurs de l'agriculture et de l'économie en général, l'organisation de la filière légumes était basée sur des structures collectivistes et étatiques. Après l'effondrement du régime, elles ont été remplacées par de petites structures privées ; un nouveau système privé de distribution et de commercialisation émerge donc progressivement.

La production est aujourd'hui assurée par un grand nombre de très petites exploitations et la distribution-commercialisation est effectuée par un grand nombre de petits commerçants et un faible réseau de grossistes. Malgré la forte atomisation de l'offre, le rôle des collecteurs et des grossistes reste très faible montrant ainsi le faible développement de la filière. L'état n'intervient donc pas dans la filière légumes où le marché est le seul régulateur. Les prix de la filière sont fixés en fonction des prix au détail basé sur l'état de l'offre et de la demande. Par ailleurs, le pouvoir de négociation des agents dépend fortement de leur mobilité, déterminée par l'état des moyens de transport dont ils disposent et l'état des infrastructures entre les zones de production et le marché.

Ces différents facteurs expliquent le sous-développement de la filière et sa rapide évolution. Un des traits de ce sous-développement est que les différentes activités n'entraînent pas de spécialisation. En effet, les acteurs ont plusieurs fonctions, souvent très différentes les unes des autres : les producteurs sont aussi détaillants, les collecteurs sont aussi grossistes, les grossistes en milieu urbain sont aussi détaillants, etc. Un des moyens les plus efficaces pour développer la filière légumes en Albanie serait de développer le réseau de collecteurs et de grossistes en ville.

L'étude de cette filière montre bien que le rôle de chaque acteur est déterminant pour le développement des autres acteurs de la filière. Ainsi, le développement d'un des maillons de la filière ne peut se faire qu'à un niveau général ; la livraison "bord champ", dominant souvent les politiques agricoles, ne suffit pas pour le développement global de l'économie agricole et agroalimentaire.

Dans cette optique, pour un développement général et équilibré de la filière légumes, nous pensons qu'il faut tenir compte, entre autres, des éléments suivants :

**La régularisation de l'offre locale** doit être la priorité des actions de l'Etat et des programmes d'appui au secteur agricole. Cette action répond à la fois à la demande urbaine et aux objectifs de revenus des producteurs et commerçants. De telles actions peuvent être entreprises aux différents niveaux de la filière. Le développement des organisations paysannes de production et de commercialisation et d'autres interprofessions est nécessaire pour un développement général équilibré.

**L'amélioration de l'accès aux semences et autres intrants de qualité** est une condition préalable à l'augmentation de la production. L'Etat doit mettre en place un système de contrôle des semences importées et assurer un produit de qualité. Les instituts de recherche ont, eux aussi, un rôle très important à jouer à travers des études sur l'adaptation des variétés importées aux conditions agro-climatiques du pays et sur l'implantation de nouvelles technologies.

**L'amélioration de l'accès des producteurs aux financements et l'amélioration des techniques** de production : l'augmentation des surfaces de serres et tunnels en plastiques, l'amélioration de l'irrigation par l'introduction et le développement de la technique d'irrigation au goutte-à-goutte, l'amélioration des techniques de chauffage, etc.

**Le développement des réseaux de collecte jusqu'aux villages** devrait inciter les producteurs à augmenter leur production et à mieux s'intégrer au marché. La mise en place d'un système d'information fiable et efficace au niveau national devrait permettre une plus grande concentration des produits et faciliter les transactions entre les différents agents. Par ailleurs, la création de marchés de vente en gros devrait entraîner une plus grande transparence des transactions et donc un meilleur fonctionnement de la filière.

**L'accès au crédit**, enfin, étant donné la faible capacité d'autofinancement des acteurs, devrait permettre le développement et la modernisation rapide des différentes structures à tous les niveaux de la filière – cette évolution est souhaitable pour les acteurs de la filière, ainsi que pour les politiques et les consommateurs.

## Note

1. Si la population agricole est généralement cultivée et le taux de scolarisation élevé, il est vrai également que le travail dans les coopératives socialistes excluait les paysans de toute initiative et de toute participation réelle à la gestion ; ils se trouvent donc aujourd'hui sans expérience dans ces domaines.

## Références

- **Allaya M., Ghersi G., Padilla M.** (1983). "Evolution des prix alimentaires et structures de marché". In : *Economie et société*, n°17, pp. 785-822.
- **Boutonnet J.P.** (janvier 1996). "Principes d'étude du fonctionnement et de la dynamique des filières de production agricoles". Cours CNEARC.
- **Civici A.** (1997). "Evolution des politiques économiques et agricoles de 1945 à 1995". In : *Options Méditerranéennes*, série B, Etudes et Recherches. n° 15, pp. 15-49.
- **Marku S.** (juin 1999). *La filière légumes en Albanie. Typologie d'acteurs et analyse des contraintes dans une économie en transition. (Le cas de la région de Kavaja)*. CIHEAM-IAM, Montpellier (thèse Master of Science).
- **Marku S.** (1996). *Caractérisation agro-socio-écologiques des exploitations paysannes du district de Puka, Albanie*. Publication CNEARC, ADF, CIRAD, Montpellier.
- **Marku S. et al.** (janvier 1999). *Baselines Study for the Small Scale Irrigation Project Area (Diber, Mat, Mirdite, Bulqize)*. Publication IFAD, ICS, Albanie.
- **Montigaud J.C.** (juin 1992). "L'analyse des filières agroalimentaires : méthodes et premiers résultats". In : *Economies et Sociétés*, série Développement agroalimentaire, n°21.
- **Lerin F.** (1997). "Notes sur la "question albanaise"". In *Options Méditerranéennes*, série B, Etudes et Recherches, n° 15, pp. 1-14.
- **Skreli E.** (1994). *L'apport et les possibilités de la mise en place de la formule associative au niveau de la production agricole en Albanie*. CIHEAM-IAM, Montpellier (thèse Master of Science).
- **Université Agricole de Tirana.** Projet "SARA". - *Analiza e te ardhures se familjes fshatare ne Shqiperi*. Tirana : Projet "SARA", 1997. - 151 p.
- **Voci F., Gjeta Z., Abdullai A., Marku S.** (1999). *Identifikimi i burimeve natyrore, aktiviteve ekonomike dhe zhvillimit bujqesor dhe rural ne komunen Divjake (Lushnje)*. Publication FAO-SPFS/ALB/00881, Albanie.
- **Voci F., Gjeta Z., Abdullai A., Marku S.** (1999). *Identifikimi i burimeve natyrore, aktiviteve ekonomike dhe zhvillimit bujqesor dhe rural ne komunen Synej (Kavaje)*. Publication FAO-SPFS/ALB/00881, Albanie.



